

IL Y A EN FRANCE
117 hommes qui se tuent
pour la jouissance d'un seul.

LE TRAVAILLEUR,

PAR LA

Celui qui n'est pas avec nous
est contre nous.

Mère Duchêne

AN I^{er} DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE.

Bureaux provisoires : 2, rue de la Fontaine Saint-Marcel. — Les articles envoyés au journal doivent être signés. (affranchir.)

Prix de l'abonnement pour Paris : un an, 8 fr., 6 mois, 4 fr., 3 mois, 2 fr.; la Province, 12 fr., 6 fr., 3 fr.; l'Étranger, 20 fr., 10 fr., 5 fr.

SOMMAIRE : Hôtel-de-Ville depuis le 24 février. — Séance de l'Assemblée nationale. — A la garde mobile. — Les cumulards. — La peur. — La mère Duchêne à Lamartine. — Simple question. — Nouvelles et faits divers. — Théâtres.

PARIS, 28 MAI.

L'Hôtel-de-Ville depuis le 24 février.

Hommes de l'Hôtel-de-Ville, vous que j'ai vu prôner, la Mère Duchêne revient à vous, les poings dans ses poches dans la crainte de se faire du mal, — parce que vous avez la tête dure, bons hommes, vous avez la tête dure, le cœur mou, si vous avez du cœur toutefois (ce dont je peux douter et pour cause); mais ce que je vous connais au grand complet : c'est le bras long pour enlever les portefeuilles et les gros emplois; la sacoche profonde pour enfouir le labeur du peuple, et la panse large pour boire le vin qu'il récolte. — Pour quoi je reviens à la charge vous tancer d'importance; c'est, entendez-le bien, c'est que la jonglerie politique n'est plus de saison; c'est que le 25 février vous commencez à promettre du pain au travailleur, que vous preniez l'engagement d'assurer l'existence par le travail à ces hommes qui font les révolutions, tandis que vous n'avez rien fait de tout cela. — Au contraire. — Ce que vous avez eu grand soin de faire, c'est de caser vos amis, vos connaissances, vos neveux et vos bâtards. — Les hommes en blouse et à mains calleuses ne sont pas vos amis, et vous vous êtes bien gardés de vous informer s'il y avait dans leurs rangs des hommes capables de vous remplacer, capables de faire les affaires du pays. — Demandez plutôt à Mgr. Marrast. — Il a placé son portier, le valet qui lui donnait chaise percée, pendant que l'on mitraillait le peuple, et je pense même qu'il obtiendra une place au Musée National pour son caniche quand la bête aura passé l'arme à gauche.

Tout ceci est cocasse, très-cocasse, la Révolution de février s'est faite pour des Thomas; tous les Thomas que nous avons connus sur les affiches du National sont aujourd'hui au pinacle, et si cela continue, nous les verrons tous prochainement condamnés au bien-être à perpétuité. — Tas de Thomas ! — Farceurs de Thomas ! les voilà juchés à l'immortalité, car on ne parle plus que des Thomas, et s'il se fait un tour d'escamotage, c'est sur un Thomas que l'on tombe à bras raccourcis : Les gobelets sont enfoncés, — les Thomas sont destinés à jouer un rôle grandiose dans la République démocratique et sociale. Décidément la Mère Duchêne se paiera un Thomas.

Il est fâcheux, pour la grande gloire du peuple des barricades, qu'il ne soit pas Thomas; les combattants de l'Hôtel-de-Ville, les montagnards, les détenus politiques auraient été appelés tous au bien-être. — Mais avoir du cœur et s'appeler Barbès, Sobrier, Albert, Rey, Courtais, Pierre Leroux, Bruère, c'est jouer de malheur. — J'aimerais mieux être sorti de la culotte d'un Thomas.

Ainsi, voilà ce qui arrive : — Les Thomas étant tous, bien entendu, de la famille des Thomas, les républicains sont restés des Colas, et s'ils ne sont pas contents, tant pis pour eux, Mgr de Paris fera prendre les armes aux modérés, et gare aux fesses !

Et dire que tout cela s'est passé comme voleurs s'arrangent en foire ! — L'ouvrier ne vaut pas le diable, parce qu'il ne sort pas de la boutique du National,

présentement le Journal des Débats politiques, littéraires et tout ce que l'on voudra.

Maintenant, seigneurs de l'Hôtel-de-Ville, qu'avons-nous à attendre de vous ? — Vous ne répondez pas, mais vous agissez; — Vous agissez, et si le peuple souverain n'y prend garde, vous nous amènerez une boutique gouvernementale de votre invention. — Vous ramènerez les petits privilèges si chers à des cœurs sensibles; les abus si puissants pour eux qui ne sont ni républicains ni philosophes, et la constitution que vous nous bâclerez sera toute pour assurer le bonheur des barbons et des chevalus condamnés à trois ans d'Assemblée nationale.

Nous savons bien que la constitution promise sera drôle comme les esprits qui vont l'établir, mais depuis le Christ, les hommes se croient aptes à nous donner un évangile capable de régénérer la terre et d'en faire un paradis pour la mère Duchêne. Pélagie, Doullens, Saint-Michel, ouvrez vos portes, la magistrature et la justice que nous connaissons vont faire de vous un paradis.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

La séance du 29 s'est ouverte par un entretien assez divertissant sur les ateliers nationaux. Pauvres ouvriers des ateliers, on a juré votre dispersion. Que voulez-vous ! Vous inquiétez le pouvoir, le travail manque évidemment en France, et il serait bon, croyez-moi, que vous n'eussiez pas faim avant six mois. Après quoi, on avisera. Le lâche Hudson Lowe répondait à Napoléon qui se plaignait de manquer d'ombre à Ste-Hélène, que l'on planterait des arbres, et l'on a élevé des cyprès sur sa tombe. Peut-être, devriez-vous bien mourir aussi. Par l'organe de M. Falloux, le comité des travailleurs a bien voulu donner signe de vie, ce premier essai de leurs forces justifie notre attente. Le comité nous paraît destiné à jouer vis-à-vis de l'organisation du travail le rôle d'une soupape servant à l'effusion de la vapeur. Il a proposé : 1. de substituer le travail à la tâche, au travail à la journée. 2. D'accorder des avances pour la reprise des travaux communaux ou privés ; 3. de gratifier d'une feuille de route forcée les ouvriers qui ne justifieraient pas d'un séjour de 3 mois dans le département de la Seine. Le tout était assaisonné de critiques acerbes contre la constitution actuelle des ateliers nationaux.

Le citoyen Taschereau a fait des interpellations sur l'enlèvement du citoyen Emile Thomas. Le citoyen Trélat, au milieu de mille tergiversations, a déclaré qu'il avait dû prendre des mesures énergiques. Nous saurons d'ici à peu de temps le mystère de toutes ces manœuvres. Il ne s'agit déjà plus pour nous d'égalité et de fraternité, il s'agit de liberté. Nous revenons à Richelieu. Que dis-je ? Nous retournons au grand lama et à la nymphe Égérie. La commission du pouvoir exécutif a réclamé de l'Assemblée, l'autorité infailible, l'inviolabilité, l'immobilité, l'impénétrabilité, etc., etc. On lui donnera tout ce qu'elle voudra, absolument comme sous Louis-Philippe.

Dans la séance d'hier, 29, M. Lamartine est monté à la tribune en prétextant de son ignorance du règlement de l'Assemblée. Déjà la sainte commission ignore les choses d'ici bas, un compromis a été conclu. On a décidé que la force publique serait à l'ordinaire sous les ordres de la commission et à l'extraordinaire sous les ordres du président.

La proposition Falloux est passée à l'état de décret. Les ateliers nationaux sont désormais licenciés de même que la garde républicaine.

A la garde mobile.

Commencerait-on à vous soupçonner de trop de patriotisme, se rappellerait-on que vous êtes les enfants des barricades, et voudrait-on vous éloigner de Paris, dans la prévision d'une journée ?

L'armée se groupe par masses dans la ville et dans l'enceinte des fortifications, et vous enfants de Paris on vous relègue dans les forts les plus éloignés de la capitale, en attendant qu'on vous fasse partir aux frontières.

Oh ! le gouvernement sait bien qu'il ferait tourner difficilement contre un peuple de frères les armes de la brave garde nationale mobile ; mais doit-il avoir plus de confiance dans cette armée qui, au 24 février, baissait ses canons de fusils devant les poitrines des ouvriers ?

Nous ne le pensons pas, nous sommes de ceux qui avons voulu rappeler dans la capitale nos frères les soldats, et le jour où un principe corrompue et réactionnaire gangrènerait trop fortement les dépositaires du pouvoir, l'armée et le peuple se lèveraient comme un seul homme pour les renverser.

Avis à ceux qui croiraient qu'en éloignant ceux sur lesquels on ne peut pas trop compter, il est possible de tout entreprendre contre la souveraineté du peuple.

LES CUMULARDS.

Nous continuons nos archives historiques du cumul.

M. HASE.	
Conservateur à l'ex-bibliothèque royale.	6,000 fr.
Le logement.	2,000
Professeur à l'école des langues orientales.	5,000
Professeur d'allemand à l'École polytechnique.	4,000
Inspecteur des examens à l'école d'état-major.	4,000
De l'Académie des inscriptions.	1,800
De la commission des médailles, ibid.	2,000
Rédacteur du Journal des Savants.	1,500
Membre de la commission pour l'histoire des Croisades, à l'Académie des Inscriptions.	2,000
Total,	28,300 fr.

LA PEUR !

Hier, les baïonnettes intelligentes se promenaient gravement dans la ville et bivouaquaient sur les places et les boulevards. On avait révé une vaste conspiration, on regardait en l'air pour s'assurer que les ennemis ne descendraient pas du ciel, on marchait avec effroi sur les pavés, avec la crainte de voir sortir des factieux de dessous terre. La chambre des Représentants ressemblait à une place de guerre; des canons, des soldats, des citoyens armés, trente mille hommes pour garder neuf cents commis du peuple !

Mais quels sont donc leurs projets à tous ces hommes

du pouvoir? Que trament-ils donc dans leurs séances inoccupées? et que nous préparent-ils, grand Dieu! puisque la peur, l'horrible peur, s'assied chaque jour à côté d'eux sur leurs bancs?

A quoi bon toutes ces prises d'armes, toutes ces promenades militaires, toutes ces provocations? Ne pourrait-on plus se coucher sans craindre d'entendre le rappel des gardes bourgeoises venir troubler votre sommeil? Trois amis se serrant la main, feront donc toujours descendre dans la rue tous les trembleurs armés! Ne sera-t-il plus permis de se servir du droit sacré de pétition, si largement consacré par la République; et pour porter ses vœux à la chambre des représentants, faudra-t-il toujours passer au milieu de cent mille baïonnettes qui vous barrent le chemin?

Voici nos renseignements particuliers sur cette nouvelle journée militaire.

Les ouvriers des ateliers nationaux devaient faire porter, par leurs délégués, une pétition à l'Assemblée nationale, afin de connaître les motifs de la disparition de leur directeur.

Selon les uns, le citoyen Émile Thomas avait été enlevé; selon les autres, le gouvernement l'aurait envoyé en mission à Bordeaux; pour nous, nous ne comprenons aucune de ces deux versions. Sous un gouvernement républicain on ne peut pas envoyer un fonctionnaire en mission; sans avertir le pays, et encore moins le faire disparaître ou l'incarcérer, sans en faire connaître les motifs.

Nous ne soutiendrons Émile Thomas qu'après une enquête, car nous ne le connaissons pas, et nous nous rappelons certaines plaintes qu'avait soulevées son administration; mais nous engagerons toujours les ouvriers à protester énergiquement contre l'enlèvement de leur chef; il avait été nommé par l'élection; et s'il est impuissant ou coupable, il fallait avant tout avertir ses mandataires et le faire juger par la nation.

Hommes du pouvoir, nous ne cesserons de vous demander le citoyen Émile Thomas jusqu'à ce que vous l'ayez convaincu d'un délit ou d'un crime, et que vous nous ayez fait connaître le lieu de sa retraite.

Nous ne cesserons de protester contre la façon dont vous étouffez les pétitions du peuple souverain, et nous vous dénoncerons à la France comme coupables de l'èse-souveraineté.

Certes nous voudrions la fusion fraternelle de toutes les classes de la société, nous ne voudrions plus de toutes ces dénominations de bourgeois, de castes, d'ouvriers; s'il ne dépendait que de nous, le peuple entier se serrerait encore la main, comme au 24 février; mais en voyant les tendances rétrogrades de nos incorrigibles privilégiés, ne devons-nous pas en conscience avertir les prolétaires que l'on cherche encore une fois à les tromper et à les exploiter?

Le peuple est confiant, il croit à vos sentiments de frères; tendez-lui la main, songez à sa misère, et renoncez à l'effrayer par vos baïonnettes.

Nous veillerons pour lui!

La mère Duchêne à Lamartine.

Il est parvenu à notre connaissance des tripotages d'un genre tout particulier, relatif à des nominations récentes d'agents diplomatiques à l'étranger. Nous en entretiendrons prochainement nos lecteurs. Nous nous empressons pourtant de déclarer à l'avance que le citoyen Lamartine n'y a trempé en rien autrement que par sa légèreté ordinaire et par la facilité à se laisser impressionner par les célébrités artistiques des deux sexes.

Simple question.

Il est une question que la mère Duchêne se pose tous les matins, et qu'elle est furieusement embarrassée de résoudre: *quels sont les appointements des ministres de la République?* Avant le 24 février, ils étaient presque tous journalistes, ils logeaient pour la plupart dans une mansarde, leurs articles leur rapportaient maigre chère; aujourd'hui qu'ils dirigent les destinées de la république, nous voudrions bien savoir s'ils se contentent de 60,000 f. pour vivre, ou s'ils poussent le désintéressement jusqu'à

accepter cent mille francs! De grâce, que l'on réponde à cette question, car la République veut bien connaître le chiffre que lui coûtent ses mandataires; et si l'on fait la sourde oreille, la mère Duchêne pourrait bien révéler à ses lecteurs, ce qu'elle ne tardera sans doute pas à savoir, sur la façon dont se logent, se nourrissent et se payent tous ceux qui ont modestement accepté le pouvoir au 24 février.

Autre question: *Quesont devenues toutes les sommes que les travailleurs s'empressaient de déposer dans la besace des maîtres de l'Hôtel-de-Ville, pour soutenir cette République qu'ils avaient payée de leur sang?*

La mère Duchêne attend une réponse.

NOUVELLES et FAITS DIVERS.

Nous nous empressons de publier la circulaire du citoyen Caussidière, dont nous recommandons vivement la candidature.

AUX ELECTEURS DE LA SEINE.

Mes concitoyens,

En adressant à l'Assemblée nationale ma démission de représentant du département de la Seine, je rendais hommage à vos consciences. Votre mandataire avait été l'objet de quelques soupçons. Il ne devait pas plus les supporter pour vous que pour lui. A vous seuls appartient le droit de le juger.

C'est ce jugement que je viens provoquer, en réclamant aujourd'hui vos suffrages que vous m'aviez accordés spontanément le 20 avril dernier.

La Révolution qui m'avait amené à la Préfecture de police le 24 février, m'y a soutenu et secondé durant deux mois et demi. C'est à la faveur même des hommes et des idées qui m'avaient porté que j'ai pu opérer quelque bien, rétablir la tranquillité de Paris, la sécurité des familles, la protection des intérêts, la liberté des transactions, en un mot, faire de l'ordre avec du désordre.

Premier magistrat de la première ville de France, je compris combien les exemples donnés par nous agiraient puissamment sur le pays tout entier, sur l'Europe elle-même, inquiète et jalouse, qui guetterait nos fautes et profiterait de nos malheurs. Je savais que nous avions à dissiper tous les préjugés, toutes les craintes que le saint nom de la République, autrefois profané, éveillerait parmi les populations. J'avais à me défendre aussi contre les passions du moment; la moitié de Paris, si je l'avais écoutée, aurait fait arrêter l'autre. Ma bonne volonté, des instincts droits, et peut-être, une de ces illuminations subites qu'un homme reçoit d'une position élevée et du sentiment de ses devoirs, m'inspirèrent une conduite franche, nette et décisive.

J'avais conspiré dix huit ans pour le bon sens; je voulus faire de la police pour le bon sens également: une police de conciliation, sans distinction des républicains de la veille ou du lendemain: une police qui ne mentit pas à la devise de LIBERTÉ et de FRATERNITÉ arborée par le nouveau régime.

J'explique, dans un écrit à part, qui sera publié prochainement, tous les actes de mon administration, et presque toutes les corporations de Paris rendront justice, j'en suis sûr, à mes décisions, à mes intentions. J'avais établi à la préfecture de police une sorte de justice de paix, amiable, consentie par tous les intérêts, sous l'empire de circonstances exceptionnelles, et j'ai eu le bonheur de voir accepter avec satisfaction, et d'un commun accord, les arrangements que me dictaient ma raison et mon bon vouloir. Que de troubles ont été évités par cette fraternelle intervention! Services obscurs dont on tient peu de compte, parce qu'ils ont prévenu secrètement le mal, au lieu de le réparer bruyamment. Vingt heures de travail par jour, qui, au bout de deux mois et demi, avaient abattu mes forces, ont été consacrées à cette tâche ingrate; et, je le proclame avec empressement, j'ai trouvé dans tous les agents de l'administration, même précédente, comme dans mes nouveaux auxiliaires, un zèle infatigable pour aider à cette œuvre pénible. Tous avaient jugé la loyauté de mes intentions; tous se montrèrent ardents à les seconder.

Le compte-rendu de mon administration sera donc public. Vous y verrez que je n'ai pas failli à mes devoirs. Le 15 mai, on m'avait exclu du concours que tous les

dépositaires de l'autorité devaient prêter au maintien de l'ordre. Je dirai comment, si je ne dis pas pourquoi. Cet exposé (j'en suis certain) dissipera pour vous, mes concitoyens, pour vous tous, à qui je ne demande que de l'impartialité, les fables répandues sur l'état de siège de la Préfecture, et sur les prétendus projets de mes amis et de mes auxiliaires.

L'honneur me dictait ma démission comme préfet; ma reconnaissance pour vous me commandait, comme représentant, de venir me retremper dans votre confiance. Je sollicite, aujourd'hui, vos suffrages, au nom des efforts, heureux peut-être, que j'ai faits pour rendre à la capitale la tranquillité dont elle jouit. Cette démarche suffit, je le crois, pour démentir et pour écarter de vos esprits ces accusations perfides de conspiration que propagent contre moi ceux que ma retraite n'a pas encore satisfaits. En me renvoyant au sein de l'Assemblée, vous y renverrez un défenseur ardent et sincère de notre République de 1848, et un ami de la légalité et de la conciliation, qui peuvent seules la consolider.

CAUSSIDIÈRE.

Aux travailleurs du département de la Seine.

Citoyens,

Quelques-uns de vous m'engagent à me porter comme candidat à l'Assemblée nationale, parce qu'ils savent que si j'étais représentant, je travaillerais hardiment la question sociale, et je voterais constamment pour toutes les mesures qui tendraient à soulager les classes ouvrières.

Le bien-être, l'affranchissement des travailleurs sont, à mes yeux, la plus utile, la plus impérieuse des réformes; l'organisation du travail est le plus difficile des problèmes, mais je suis convaincu que, si l'Assemblée nationale comprenait sa mission, elle l'aurait déjà résolu.

Je le déclare sans crainte, l'enquête ordonnée par le décret est une mystification, ou le produit d'une profonde ignorance; l'homme qui meurt de faim, ne peut attendre des mois entiers que l'on trouve les moyens de lui donner du pain.

En 1844, j'arrivais à Paris pour combattre le lâche égoïsme du pouvoir, et demander une réforme qui intéressait profondément la classe des prolétaires: la suppression de l'exercice sur les boissons. Par mes écrits dans les journaux indépendants, et par les pétitions dont j'accablais le gouvernement, j'étais parvenu à le convaincre de la nécessité d'accorder cette réforme administrative, qui eût permis de boire du vin, — une des premières nécessités de l'ouvrier, — à très-bon marché, lorsque la Révolution de février chassa un roi parjure avec une partie des abus dont il s'était entouré.

Mais la République n'a pas encore détruit toutes les illégalités, toutes les injustices, et l'homme de cœur qui voudra les combattre, devra lutter corps à corps avec les privilèges et les tendances encore despotiques.

C'est ce que je ferais constamment si j'avais l'honneur de représenter la classe des travailleurs. Je suis journaliste, et j'ai appris le secret et le courage de la polémique.

Vous pouvez nommer un candidat plus connu, sans doute, mais vous n'enverrez pas à l'Assemblée nationale un démocrate à conviction plus profonde, et un homme plus désireux d'obtenir le soulagement et l'affranchissement immédiats des classes déshéritées. Car, à mes yeux, il n'y a qu'une République possible et juste:

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE!

ALFRED MONBRIAL.

Secrétaire général du club de l'Égalité et de la Fraternité.

C'est rendre un service important aux personnes souffrantes que de leur signaler la maison de santé du citoyen Vouilloux, rue du Cherche-Midi, 117.

L'un des Rédacteurs: Cit. VERMASSE dit Mitraillé.

Paris.—Imp. d'Éd. Bautreche, rue de la Harpe, 90.